

<https://gec.venissieux.org/Chaufferie-bois-enjeux-ecologiques>



Reconstruction de la chaufferie bois

Chaufferie bois : enjeux écologiques, économiques et sociaux de demain

- Les élus - Mandat 2014-2020 -

Date de mise en ligne : jeudi 24 septembre 2009

Copyright © Elus communistes et apparentés de Vénissieux - Tous droits

réservés

Madame le maire, chers collègues,

Note municipalité unanime n'a pas attendu les Grenelles de l'Environnement et l'Etat pour promouvoir de développement de la biomasse dans les réseaux de chaleur. De même nous sommes inscrits dans le plan-climat de la Communauté Urbaine de Lyon, pour porter les préoccupations des habitants, des usagers du chauffage urbain et pour y être un acteur entendu. La réduction massive des gaz à effet de serre est une priorité pour notre planète, mais pour autant discours et belles promesses ne sont plus que miroirs aux alouettes quand il s'agit de régler les réalités et les problèmes quotidiens comme nous y sommes confrontés aujourd'hui à Vénissieux. Il nous manque cruellement les moyens et les outils d'une véritable maîtrise publique qu'exigent ces enjeux écologiques, économiques et sociaux. A Vénissieux, nous avons fait et faisons de gros efforts pour faire évoluer la production de chaleur, pour arriver au plus vite à utiliser majoritairement des énergies renouvelables et réduire les parts du pétrole et du gaz. De plus, il nous faudra satisfaire à l'évolution des normes environnementales en matière de rejets de particules et de polluants en poursuivant un investissement constant.

Les énergies sont une ressource nationale dont la maîtrise doit être publique, pétrole, gaz, électricité ET BOIS... Pour une vraie action environnementale, elles ne peuvent être livrées à la spéculation des marchés et au libéralisme effréné dont on subit chaque jour les méfaits. Il faut un approvisionnement, une qualité, un prix que seule une filière bois de service public peut garantir. Nous assistons à une augmentation régulière depuis 2000 du prix de la ressource bois. Les élus condamnent cette nouvelle OPA des banques, des spéculateurs, des financiers qui pèse depuis peu sur la filière bois et la filière bois énergie en particulier, de l'exploitation de la forêt à la distribution de la biomasse, tant aux collectivités qu'aux consommateurs particuliers. Nous le redisons la bonne démarche se trouve dans un service public de l'énergie, de toutes les ressources énergétiques. C'est dans ce sens d'ailleurs que nous interviendrons dans les futurs débats de la communauté urbaine. De même à Vénissieux, les élus communistes soutiennent la démarche OPATB dans ses objectifs d'isolation thermique et de réduction des consommations de chauffage. Notamment pour les logements sociaux et en accession sociale à la propriété et les 10 000 familles populaires qu'ils abritent. Mais ils font là aussi le constat que l'Etat n'est pas avare de promesses qu'il tient surtout vis à vis des propriétaires immobiliers plutôt que vis à vis des locataires HLM. Les subventions ou les défiscalisations sont beaucoup plus efficaces sur le secteur patrimonial et profitable que sur le logement locatif social. Nous réclamons que l'économie énergétique, la qualité de l'environnement, la maîtrise des ressources naturelles et la limitation des dépenses de l'énergie soient une priorité majeure, répartie équitablement, de l'Etat envers l'habitat social, et qu'elles soient un enjeu national pour les familles populaires.

Le doute en est certain à propos de la Taxe Carbone dont on devine que chacun la paiera, comme si chaque individu était un pollueur déterminé à polluer. Comment peut-on croire que nous devons payer d'une main une taxe qui nous serait remboursée de l'autre, comment et avec quel effet sur l'environnement ? En fait c'est bien une nouvelle imposition sur tous, aussi injuste et inégalitaire que peut l'être la TVA par exemple. Le grand capital a trouvé ainsi une nouvelle piste pour maximaliser de nouveaux profits : les grands groupes industriels et énergétiques sont d'ores et déjà exonérés, usant déjà des contraintes des quotas carbone. C'est ô combien lucratif : pour l'exemple, le groupe Rhodia a créé une filiale spécialisée qui a fait en 2008 186M € de CA avec ces quotas Carbone ! Ne parlons pas d'Arcelor Mittal ou de Natixis bien connu dans la crise financière, qui a lancé son fonds financier du Carbone....

Les élus communistes et apparentés de Vénissieux considèrent le principe du chauffage urbain comme un service public à même de répondre aux grands enjeux écologiques, économiques et sociaux de demain. Nous prenons aujourd'hui une décision courageuse mais nécessaire et attentive aux besoins de la population. Nous ne pouvons pas tergiverser ou nous enliser dans des débats mesquins ou politiciens. Les élus communistes et apparentés prennent leurs responsabilités : Ils soutiennent les démarches entreprises à Vénissieux et approuveront ce rapport

Je vous remercie